



RÉNDU EXÉCUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240315-24_A_SE_0229-AR

S2LO

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0229

du **15 MARS 2024**

Portant fixation pour l'année 2024
d'une dotation complémentaire
pour une prise en charge spécifique
à l'E.A.N.M. « Foyer d'hébergement des
ESAT – Quartier Chilvert » à Poitiers,
géré par l'ADAPEI 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DA-SE-0409 du 28 décembre 2023 portant diminution de 7 places d'accompagnement non médicalisé sur les E.A.N.M. « Foyers d'hébergement des ESAT – ADAPEI 86 », gérés par l'ADAPEI 86, par transformation de l'offre médico-sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2024-A-DGAS-DA-SE-0090 du 25 janvier 2024 portant fixation pour l'année 2024 de la dotation globalisée commune de l'ADAPEI 86 pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU le contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, signé en date du 2 mars 2018 ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu le 27 juillet 2020 entre le Département de la Vienne et l'ADAPEI pour la période 2020-2024, et son avenant n° 1 du 7 avril 2023 ;

CONSIDERANT les échanges menés courant 2021 et début 2022 entre le dispositif d'appui à la coordination (DAC PTA), la Maison départementale des Personnes Handicapées de la Vienne et le Département de la Vienne pour apporter une réponse urgente à la prise en charge de Monsieur , né le , et ressortissant du département de la Vienne, qui était entré dans le dispositif d'habitat inclusif proposé par la maison inclusive La Passerelle, à Vivonne, dispositif qui a dû fermer ses portes début 2022 ;

CONSIDERANT que la solution d'accueil proposée par l'ADAPEI 86 pour un hébergement complet externalisé à l'Etablissement d'Accueil Non Médicalisé « Foyer d'hébergement des ESAT – quartier Chilvert, à Saint-Benoît (86), a été retenue et mise en œuvre à compter du 11 avril 2022 ;

CONSIDERANT le renouvellement des droits ouverts à l'aide sociale à l'attention de Monsieur _____ en date du _____, pour la période du _____ ;

CONSIDERANT que cet accompagnement adapté spécifiquement à Monsieur _____ a été accordé à titre dérogatoire avec l'octroi d'une dotation complémentaire annuelle convenue depuis la date de prise en charge en 2022 et qu'il convient de le poursuivre sur l'année 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : En sus de la Dotation Globalisée Commune établie pour l'année 2024, et spécifiquement sur la quote-part des Etablissements d'Accueil Non Médicalisé (E.A.N.M.) « Foyer d'hébergement des ESAT », par arrêté susvisé, la dotation complémentaire initialement allouée depuis 2022 à l'ADAPEI 86 est reconduite, à titre dérogatoire pour l'année 2024, au profit de la prise en charge adaptée de Monsieur _____, soit :

Finess	Nom ESSMS (inclus dans le périmètre du CPOM)	Accueil	Moyens supplémentaires 2024	Mensualité
860006253 - 860013671 - 860784453- 860784362	Etablissement d'Accueil Non Médicalisé " Foyers d'hébergement des ESAT - ADAPEI "	Internat	20 000 €	1 666,67 €

Le montant de la dotation pourra être revu si la situation de la personne évolue en cours d'année (fin de la prise en charge ou intégration dans la capacité en vigueur de l'établissement) ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée.

Ces crédits sont imputés au chapitre 65 fonction 52 nature 65242 du budget départemental:

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel

de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **15 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 15/03/2024

Reçu en préfecture le 15/03/2024

Publié le

S²LO 

ID : 086-228600011-20240315-24_A_SE_0229-AR